



Département de l'AUDE
Arrondissement de
CARCASSONNE

Date de convocation :
27-03-2025

Nombre Conseillers :
en exercice : 15
présents : 09
votants : 11

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE RUSTIQUES LUNDI 7 AVRIL 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le sept avril à vingt heures et trente minutes, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général de la Fonction Publique, le conseil municipal de la commune de RUSTIQUES s'est réuni dans la salle de la Mairie en session ordinaire.
Présents: H. RUFFEL – A. VAUJANY - N. JESUPRET - N. GARCIA - A. ROMERO - A. BOYER - R. CERCIAT - R. POLLAK - S. MOURLAN formant la majorité des membres en exercice.

Absents et procurations:

- O. COSTA donne pouvoir à A. VAUJANY
- S. JOURDA donne pouvoir à H. RUFFEL
- J.-C. GUISTI

Absents excusés : B. SOULIE

- S. MOLINIER
- F. WATRELOT

Secrétaire de séance : N. GARCIA selon l'art L.2121-15 du CGCT

Nicolas GARCIA est élu secrétaire de séance selon l'article L.2121-15 du CGCT.

Approbation du précédent procès-verbal de séance

Monsieur le Maire soumet à l'approbation le procès-verbal de la précédente séance du Conseil Municipal, transmis le 27/03/2025.

Approuvé à l'unanimité.

Délibérations du Conseil Municipal

DELCM n°2025-04

070425/01

Approbation du Compte Financier Unique 2024

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 2023-28 du 11 septembre 2023 portant sur l'expérimentation du compte financier unique (CFU) en lien avec la direction départementale des finances publiques (DDFIP) ;

Vu le rapport de présentation du CFU pour l'année 2024 ;

Vu le CFU 2024 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au maire de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, Monsieur le Maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de Madame Aline VAUJANY, première adjointe ;

Considérant le CFU 2024 présenté et résumé comme suit par le président de séance :

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2023				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	854 237.00€	492 360.00€	1 346 597.00€
	Recettes réalisées	715 986.13€	503 278.06€	1 219 264.19€
	Restes à réaliser	20 309.76€	0.00€	20 309.76€
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	883 598.00€	757 408.00€	1 641 006.00€
	Dépenses réalisées	374 564.33€	466 213.76€	840 778.09€
	Restes à réaliser	486 519.78€	0.00€	486 519.78€
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	341 421.80€	37 064.30€	378 486.10€
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	29 360.14€	265 045.17€	294 405.31€
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent/déficit (+/-)	370 781.94€	302 109.47€	672 891.41€
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	-466 210.02€	0.00€	-46 210.02€
Résultat cumulé	Excédent/déficit	-95 428.08€	302 109.47€	206 681.39€

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, Monsieur le Maire étant sorti et n'ayant pas pris part au vote,

- **APPROUVE** le CFU 2024 de la commune de Rustiques

- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELCM n°2025-05

070425/02

Affectation du résultat 2024

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Mme Aline VAUJANY, 1ère adjointe, vient d'arrêter à l'unanimité les comptes de l'exercice 2024, en adoptant le compte financier unique qui fait apparaître :

Pour Rappel : Reports de l'année antérieure (2023)

Excédent reporté de la section Investissement: 29 360.14 €

Excédent reporté de la section de Fonctionnement: 265 047.17 €

Soldes d'exécution :

Excédent (001) de la section d'investissement : 341 421.80 €

Excédent(002) de la section de fonctionnement : 37 064.30 €

Restes à réaliser : Par ailleurs, la section d'investissement laisse apparaître des restes à réaliser :

en dépenses pour un montant de : 486 519.78 €

en recettes pour un montant de : 20 309.76 €

Le déficit net de la section d'investissement peut donc être estimé à : 95 428.08 €

Le résultat de la section de fonctionnement fait l'objet à l'unanimité d'une affectation par le Conseil Municipal, soit en report à nouveau pour incorporer une partie de ce résultat dans la section de fonctionnement, soit en réserve, pour assurer le financement de la section comme suit :

Compte 1068 :

Excédent de fonctionnement capitalisé (R1068) : 175 000.00 €

Ligne 002 :

Excédent de résultat de fonctionnement reporté (R002) : 127 111.47 €

DELCM n°2025-06

070425/03

Vote des Taux d'imposition des impôts directs locaux 2025

Monsieur le Maire présente l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.

Monsieur le Maire propose de maintenir les taux.

Le Conseil municipal,

Vu les articles 1636 B *sexies* à 1636 B *undecies* et 1639 A et 1530 *bis* du code général des impôts,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DÉCIDE de fixer les taux communaux pour l'année 2025 comme suit :

	Taux 2024	Taux 2025
Foncier bâti	45.84	45.84
Foncier non bâti	78.22	78.22
Habitation	15.92	15.92

CHARGE Monsieur le Maire :

- de notifier cette décision aux services préfectoraux ;
- de transmettre l'état 1259 complété à la direction départementale des finances publiques, accompagné d'une copie de la présente décision.

DELCM n°2025-07

070425/04

Admissions en non-valeurs

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'état des produits irrécouvrables sur les budgets 2018, 2023 et 2024 dressé et certifié par Alain QUINTANE, receveur municipal, en date du 05 mars 2025 qui demande l'admission en non-valeur, et par suite la décharge de son compte de gestion des sommes portées audit état et ci-après reproduites;

Vu également les pièces à l'appui;

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire;

Considérant que les sommes dont il s'agit ne sont point susceptibles de recouvrement, que monsieur Alain QUINTANE, receveur municipal, justifie, conformément aux causes et observations consignées dans ledit état soit de poursuites exercées sans résultat, soit de l'impossibilité d'en exercer utilement, par suite de faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs;

Le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- propose d'admettre en non-valeur, sur le budget principal de la commune de l'exercice 2025, compte 6541, la somme totale 2 518 euros.

DELCM n°2025-08

070425/05

Reprise sur provisions

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2321-2 et R 2321-2 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2024-07 du 7 avril 2025 approuvant l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables pour un montant de 2 518.00 € ;

Considérant la délibération du Conseil Municipal n°2024-11 du 25 mars 2024 approuvant la reprise sur provision pour dépréciation des comptes de tiers pour un montant de 1 460,00 € ;

Considérant l'état des restes à recouvrer sur les budgets 2025 dressé et certifié par monsieur Alain QUINTANE, receveur municipal, en date du 20 février 2024 pour une somme totale de 830.00 € ;

Le Maire propose d'effectuer une reprise sur provision de 630 €, correspondant au total des restes à recouvrer ôté de la provision de la commune en 2024 à 100% (1 460 € - 830 € = 630 €).

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **D'autoriser** la reprise sur provision au compte 781 pour un montant de 630 €.
- **D'émettre** un titre d'opération semi-budgétaire.

Il conviendra d'ajuster la provision chaque année en fonction de l'évolution des restes à recouvrer.

DELCM n°2025-09

070425/06

Approbation du Budget Primitif 2025

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le Budget Primitif M57 de 2025.

Oùï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal approuve le budget primitif M57 de la commune de Rustiques tel qu'il est présenté et qui s'équilibre comme suit :

Pour le budget principal :

- **Section de Fonctionnement :** **623 229.00 €**
- **Section d'Investissement :** **854 783.00 €**

DELCM n°2025-10

070425/07

**Participation 2025 aux frais de fonctionnement du SIRP
Badens/Rustiques**

Le maire expose le budget primitif du Syndicat Intercommunal du Regroupement Pédagogique Badens/Rustiques dans lequel est prévu une participation des communes à hauteur de 110 euros par enfants pour les frais de fonctionnement et une participation à la restauration scolaire de 0.25 euros par repas commandés approuvé par la délibération n° 2024-46 du 16 décembre 2024. Le SIRP Badens/Rustiques comprend 82 élèves en tout, dont 41 en classe au groupe scolaire J. Hudelle. 41 enfants sont domiciliés à Rustiques.

Le Conseil Municipal délibère et à l'unanimité décide d'attribuer au SIRP Badens-Rustiques:

- une subvention de **4510 euros** pour la participation aux frais de fonctionnement pour l'année 2025, soit 110 euros par élève pour 41 élèves ;

DELCM n°2025-11

070425/08

**Adoption de la motion relative à la réforme du CAS FACE portée par le
SYADEN et l'Entente des syndicats d'énergies en région - Territoire
d'Energie d'Occitanie (TEO)**

Monsieur le Maire indique que la loi de finances pour 2025 a introduit, dans ses articles 20 et 129, la réforme du financement des aides à l'électrification rurale qui prévalait avec la gestion du compte d'affectation spéciale (CAS) Facé.

L'enveloppe du CAS Facé est alimentée par un prélèvement annuel, auprès des gestionnaires de réseaux de distribution, sur les recettes du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE).

Ce système de financement, dont l'origine remonte à 1936, permettait le financement de l'entretien et de la modernisation des réseaux au moyen d'une ressource d'emploi provenant de l'utilisation des réseaux, et assurait une péréquation entre les zones urbaines et rurales. Dans le département de l'Aude, le Syndicat Audois d'Energies et du Numérique (SYADEN) est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité en charge notamment de réaliser les investissements sur le réseau d'électricité au sein des zones d'électrification rurale au sens du classement du FACE. Ce sont ainsi 408 communes, sur les 433 que compte le département de l'Aude, qui sont bénéficiaires de ce financement pour réaliser des travaux en matière d'électrification rurale. Ces investissements s'élèvent annuellement à environ 10 M€ injectés dans l'économie locale par le SYADEN.

La modification de la loi conduit à ce que l'enveloppe des aides à l'électrification soit en partie financée par un prélèvement sur le produit national de l'accise sur l'électricité (TICFE). De nombreux syndicats départementaux d'énergie ont exprimé leur inquiétude face à cette réforme qui pourrait gravement affecter l'efficacité du service public de distribution d'électricité.

Les craintes sont de plusieurs ordres :

- L'incertitude quant à la pérennité des ressources issues du prélèvement sur la TICFE, dont le montant est susceptible d'évoluer chaque année en fonction du vote du budget de l'Etat (d'autant que l'augmentation initialement envisagée pour 2025 de la TICFE, qui était destinée à abonder le fonds d'électrification, a été rejetée par les parlementaires).
- La perspective que les fournisseurs d'électricité (assujettis à la TICFE) répercutent la charge sur les consommateurs.
- Une complexification du schéma de financement qui est alimenté par 2 sources (la TICFE pour 5/12^{ème} de l'enveloppe, et le TURPE pour 7/12^{ème}), et donc une difficulté accrue pour les syndicats à effectuer des anticipations de recettes.

Dans ce contexte, lors de sa dernière conférence des Présidents qui s'est tenue le 13/02/2025 à Rivesaltes, l'Entente des syndicats départementaux d'énergie, Territoire d'Energie d'Occitanie (TEO) a décidé d'approuver la motion ci-dessous afin que chaque syndicat puisse la relayer au sein de son territoire, en vue d'une adoption par chacune des communes pour porter celle-ci auprès des instances de l'Etat.

Dans ce contexte de développement des réseaux en zones rurales d'électrification pour accompagner le développement des territoires (nouveaux aménagements, renforcements et sécurisation du réseau,...) et accueillir les nouvelles installations de production d'électricité renouvelables nécessaires à la transition énergétique, le comité syndical du SYADEN réuni en date du 4 mars 2025, a adopté la motion portée par l'Entente TEO afin de la relayer pour approbation auprès des territoires de l'Aude dans l'optique d'interpeler les instances de l'Etat sur cette réforme impactante pour nos territoires.

Le Conseil municipal ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité :

- D'adopter la motion ci-annexée portée conjointement par le SYADEN et l'Entente des syndicats d'énergie en région Territoire d'Energie d'Occitanie (TEO),

- D'autoriser le Maire à porter cette motion auprès des instances de l'Etat et en particulier solliciter le Préfet du département de l'Aude sur ce dossier.

DELCM n°2025-12

070425/09

Approbation de l'actualisation des statuts de Carcassonne Agglo

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;

Vu la loi n°2018-957 du 07 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites,

Vu n°2018-1021 dite loi ELAN du 23 novembre 2018,

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3 DS

Vu le code général de collectivités territoriales et notamment ses articles L.5216-5 (dans sa version en vigueur au 23 février 2022), L.5211-17, L.5211-20 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2016 relatif aux statuts en vigueur de Carcassonne Agglo;

Vu les arrêtés préfectoraux en date du 8 décembre 2018, du 30 octobre 2019, du 12 novembre 2019 et du 27 décembre 2019 relatifs aux statuts de Carcassonne Agglo;

Vu la délibération n°2024-515 du Conseil Communautaire de Carcassonne Agglo du 20 décembre 2024 portant actualisation des statuts de Carcassonne Agglo ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité :

- D'approuver la modification des statuts de Carcassonne Agglo proposée ainsi que la nouvelle version des statuts annexée.

DELCM n°2025-13

070425/10

Création d'un poste d'agent d'entretien

Le Maire informe l'assemblée délibérante qu'aux termes du Code général des collectivités territoriales et notamment des articles L.313-1, L.542-1 et suivants, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer

l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services. De même, la modification du tableau des effectifs afin de permettre les avancements de grade relève de la compétence de l'assemblée délibérante.

Enfin,

- les suppressions d'emplois
- les modifications excédant 10 % du nombre d'heures de service hebdomadaire et/ou ayant pour effet de faire perdre le bénéfice de l'affiliation à la CNRACL
- les réorganisations de services

sont soumises à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Compte tenu du futur départ en retraite de l'actuelle agent d'entretien le 1er Juillet 2025 et la nécessité de recruter un nouvel agent d'entretien, il convient créer l'emploi correspondant.

Le Maire propose à l'assemblée délibérante :

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le budget primitif 2025 adopté par délibération n°2025-10 du 7 avril 2025,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n° 2017-28 du 27 juin 2017,

La création d'un emploi d'adjoint technique territorial à temps non complet à raison de 14.5 heures hebdomadaires relevant de la catégorie C au service technique à compter du 8 avril 2025.

Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière technique, au grade d'adjoint technique.

Cet emploi pourra être pourvu par un agent contractuel dans les conditions fixées à article L. 332-8 3 du Code général de la fonction publique. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme de CAP hygiène et propreté (ou équivalent), ou d'une expérience professionnelle dans le secteur de l'hygiène.

La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement (ou au maximum sur l'indice majoré...)

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Le recrutement de l'agent contractuel ne pourra être prononcé qu'à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Enfin le régime indemnitaire instauré par la délibération n° 2017-28 du 27 juin 2017 n'est pas applicable.

Après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante décide à l'unanimité :

- d'adopter la proposition du Maire
- de modifier ainsi le tableau des emplois

SERVICE TECHNIQUE					
EMPLOI	GRADE(S) ASSOCIE(S)	CATEGORIE	Ancien effectif	Nouvel effectif	Durée hebdomadaire
Agent chargé de propreté	Adjoint technique territorial	C	0	1	TNC 14.5H

- d’inscrire au budget les crédits correspondants
- que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 8 avril 2025
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

DELCM n°2025-14	070425/11
Modification du temps de travail d'un emploi à temps non complet	

Monsieur le Maire expose à l’assemblée : compte tenu de l’augmentation de responsabilité et de la charge de travail qui lui sont imposés, il convient de modifier la durée hebdomadaire de service de l’adjoint administratif territorial.

Il propose, conformément aux dispositions fixées aux articles 34 et 97 de la loi du 26 janvier 1984, de porter la durée du temps de travail de l’emploi de l’adjoint administratif territorial à temps non complet créé initialement pour une durée de 20.5 heures par semaine par délibération du 27 mars 2023 à **22.5 heures par semaine à compter du 1^{er} mai 2025.**

La modification du temps de travail n’excède pas 10 % du temps de travail initial et n’a pas pour effet de faire perdre l’affiliation à la CNRACL du fonctionnaire concerné.
(*seuil d’affiliation : 28 heures/semaine*)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l’unanimité décide d’adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée,

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l’agent nommé dans l’emploi seront inscrits au budget, chapitre 012.

Divers

• Point Travaux

La Tranche 2 de la traversée du village commence en Juin

Le matériel de l’aire de loisirs La Capitelle et du Parcours Santé reçue ont été reçu et le service technique les installera sous peu.

Le CityStade a été commandée avec pose de filets pare-ballon sur 3 côtés, fin des travaux prévue vers le 15 Juin. Le besoin de fermer le quatrième côté sera évalué à l’usage, également celui d’installer un mobilier urbain côté chemin de la Pège pour inciter les piétons à ralentir avant d’aller sur la route.

- **Numérisation des actes d'Etat-Civil**

Pour répondre aux besoins de dématérialisation, il est nécessaire de numériser les actes des registres d'Etat-Civil afin de pouvoir envoyer des duplicata via la plateforme dédiée de l'Etat. Le devis pour exemple de 1903 à 1945 fait ressortir que le prix de la numérisation est largement inférieur à l'indemnisation de déplacement du technicien qui effectuera la tâche. Aussi, il sera sans doute plus rentable de faire des devis pour une plus grande période. Il faut également se renseigner auprès des archives si cette numérisation est valide.

- **Questions diverses**

- **Prochaines réunions**

Réunion du conseil municipal prévue le lundi 12 Mai 2025 à 20h30.

La Commission VIVRE ENSEMBLE se réunira avant le 12 Mai pour préparer la délibération des subventions aux associations.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h30.

Ont signés au registre le Maire et le secrétaire de séance.



LISTE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE RUSTIQUES LUNDI 7 AVRIL 2025

Date de convocation:
27-04-2025

Nombre Conseillers :
en exercice : 15
présents : 09
votants: 11

L'an deux mil vingt-cinq, le sept avril à vingt heures et trente minutes, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général de la Fonction Publique, le conseil municipal de la commune de RUSTIQUES s'est réuni dans la salle de la Mairie en session ordinaire.

Présents: H. RUFFEL – A. VAUJANY - N. JESUPRET - N. GARCIA - A. ROMERO - A. BOYER - R. CERCIAT - R. POLLAK - S. MOURLAN
formant la majorité des membres en exercice.

Absents et procurations:

- O. COSTA donne pouvoir à A.VAUJANY
- S. JOURDA donne pouvoir à H.RUFFEL
- J.-C. GUISTI

Absents excusés : B. SOULIE

- S. MOLINIER
- F. WATRELOT

Secrétaire de séance : N. GARCIA selon l'art L.2121-15 du CGCT

Numéro de l'acte	Objet de l'acte	N° ordre de la séance
RUST-2025-04	Approbation du Compte Financier Unique 2025	070425/01
RUST-2025-05	Affectation du Résultat 2024	070425/02
RUST-2025-06	Vote des Taux d'imposition des impôts directs locaux 2025	070425/03
RUST-2025-07	Admissions en non-valeurs	070425/04
RUST-2025-08	Reprise sur provisions	070425/05
RUST-2025-09	Approbation du Budget Primitif 2025	070425/06
RUST-2025-10	Participation 2025 aux frais de fonctionnement du SIRP Badens/Rustiques	070425/07
RUST-2025-11	Adoption de la motion relative à la réforme du CAS FACE portée par le SYADEN et l'Entente des syndicats d'énergies en région - Territoire d'Energie d'Occitanie (TEO)	070425/08
RUST-2025-12	Approbation de l'actualisation des statuts de Carcassonne Agglo	070425/09
RUST-2025-13	Création d'un poste d'agent d'entretien	070425/10
RUST-2025-14	Modification du temps de travail d'un emploi à temps non complet	070425/11